

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Goukhol) pérouk, 15, à Moscou, chez M. Langevitz, libraire, Pont des Marchaux, H. Langevitz, bureau d'annonces à Riga; H. Langevitz, ci-devant N. Kymel, libraire à Kiev; R. Umann et C., bureau de commissions à Ekaterinbourg; K. P. Boudnikow, libraire à Jitomir, et G. Baerentzen, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chausée-d'Antin, 23; à Londres, chez Delizy, Davies et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez Haasenstien et Vogler.

**PHIX DES ANNONCES A ST-PÉTERSBOURG**  
ANGLAISES ET AMÉRICAINES 10 cop. la ligne.  
RECLAMES 25  
FAITS DIVERS 75

**S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, Pont de la Police, n° 15, de la glise hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Goukhol) pérouk, 15; à Moscou, chez G. Baerentzen, libraire, Pont des Marchaux; H. Langevitz, bureau d'annonces à Riga; H. Langevitz, ci-devant N. Kymel, libraire à Kiev; R. Umann et C., bureau de commissions à Ekaterinbourg; K. P. Boudnikow, libraire à Jitomir, et G. Baerentzen, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chausée-d'Antin, 23; à Londres, chez Delizy, Davies et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse-Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez Haasenstien et Vogler.**

**PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.**

Russie (Saint-Petersbourg)	En ville	En province	En poste
1 <sup>re</sup> année	25	30	35
6 mois	15	18	22
3 mois	8	10	12
1 <sup>re</sup> année	25	30	35
6 mois	15	18	22
3 mois	8	10	12

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 5 cop.  
à l'intérieur 15 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

**CONDITIONS D'ABONNEMENT.**  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
**Abonnements pour St-Petersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de la Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Goukhol) pérouk, 15.  
**Abonnements pour l'extérieur:** adresser les lettres et l'argent au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Goukhol) pérouk, 15, à Moscou, chez G. Baerentzen, libraire, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.  
**Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 30 avril.

**DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES.** Le 27 avril S. M. l'Empereur a daigné accorder au conseiller d'Etat actuel Barykov, gérant de la section pour les affaires des paysans au ministère de l'Intérieur, l'autorisation d'accepter et de porter l'Ordre de l'Aigle Rouge de la 2<sup>e</sup> classe avec l'étoile, qui lui a été conféré par S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse.

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.** Nomination à l'emploi de membre de l'assemblée pour les affaires des paysans dans le gouvernement d'Orenbourg, le conseiller d'Etat actuel Plotnikow (9 mars 1873). (Ordre du jour du ministre de l'Intérieur du 27 avril.)

Le Bulletin des lois publie : 1<sup>o</sup> les statuts de la compagnie par actions de l'industrie du lin sous la raison : Société de la fabrique de toiles d'Oikla, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 2 février 1873; 2<sup>o</sup> La concession et les statuts de la compagnie du chemin de fer du Susterbeck, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 2 février 1873. Cette ligne sera destinée à relier la station de Belostrow du chemin de fer de Finlande à Susterbeck; 3<sup>o</sup> Les statuts de l'association de prêts et d'épargne de Schanow (gouvernement de Mohilev) approuvés par le ministre des finances le 6 mars 1873.

En vertu de l'art. 3 de la décision du conseil de l'Empire, revêtu de la sanction suprême le 6 février 1862, le ministre des finances, après s'en être entendu avec celui de l'Intérieur, a autorisé la création d'une banque communale à Alexandrie (gouvernement de Kherson) au capital de 10,000 r.

Le 24 avril 1873 les statuts de la Société de consommateurs de l'usine Kourine (gouvernement de Perm) ont été approuvés par l'adjoint du ministre de l'Intérieur.

**TÉLÉGRAPHES.** 1<sup>o</sup> Un service de dépêches est organisé pendant la durée de la navigation aux sémaphores de Krasnaya-Gorka et d'Oust-Narova (gouvernement de St-Petersbourg).

2<sup>o</sup> Les dépêches pour la correspondance internationale seront reçues et transmises aux stations ci-dessous du télégraphe de l'Amour : Khabarovka, Possiet, Blagovestchensk, Alexandrovsk (de Castris) Nicolaitsev, Sofisk, Radde et Albainov.

3<sup>o</sup> Un service de dépêches est établi aux stations ci-dessous : Du chemin de fer Kiew-Brest : à Demtchino.

## THÉÂTRE FRANÇAIS.

Représentation d'adieu au bénéfice de M<sup>lle</sup> Stella-Collas : La Vie de Bohème, cinq actes (Barrière et Mürger); — La Fausse Agnès (Destouches); — Madame attend Monsieur (Mithail et Halsey).

Le théâtre Michel a donné samedi dernier une représentation au bénéfice de M<sup>lle</sup> Stella-Collas, nouvellement arrivée de Paris, et un public nombreux et sympathique a répondu à l'appel.

M<sup>lle</sup> Stella-Collas est une artiste, entreprenante et consciencieuse; elle a fait de fortes études théâtrales et connaît bien la littérature dramatique; elle dit les vers mieux que personne, elle aborde tous les rôles et s'en tire à son honneur, bonne dans quelques-uns, excellente dans les autres; elle est vaillante d'ailleurs, et les difficultés ne sont pour elle qu'un excitant de plus. Un beau jour, elle se met en tête de jouer la Juliette de Shakespeare et de la jouer dans la langue de Shakespeare; elle ne sait pas l'anglais? bagatelle! elle prend un maître, elle étudie avec acharnement la langue et le rôle, et au jubilé de Shakespeare, elle joue le rôle de Juliette, en anglais, devant des Anglais, et reçoit une ovation splendide. Quoique fort jeune encore — le public l'a bien vu samedi — son existence dramatique est pleine d'aventures de ce genre.

Comment se fait-il, pourrait-on demander, que possédant d'aussi éminentes qualités, des aptitudes aussi variées, elle ne soit parvenue au rang que certains de ses rôles semblaient lui assigner? C'est qu'elle est poursuivie par le guignon. Elle a été admirable aujourd'hui dans un rôle, mais demain elle en jouera médiocrement un autre qui ne lui convient pas, et l'effet du premier sera détruit; le lendemain du jour où elle a excité l'enthousiasme des Anglais, elle fait une maladie de plusieurs mois et le bénéfice du grand succès est perdu. A Paris, cette année, après une longue absence, elle reparait sur le théâtre par un rôle, brillant à la vérité, mais qui n'a qu'une scène, et puis elle s'en va. Elle reste absente de Pétersbourg toute une année, et au dernier moment, quand l'air du printemps souffle partout, quand beaucoup vont partir ou sont déjà partis pour la villégiature, quand les artistes ses camarades regardent l'année comme terminée, et semblent à l'écolier qui voit arriver les vacances, sont bien décidés à ne rien apprendre de nouveau — elle revient

Otschanka, Petschanovka, Khrolino, Polounoé, Schélovka, Slavoute et Krivoï.

Du chemin de fer Kharkov-Nicolaitsev : à Kharkov, Lubatino, Yalki, Koviaghi, Aleksevka, Kolomak, Kotchoubievka, Bojkovo, Poltava, Péréstchénino, Béliki, Kobliaki, Garmovka, Golestchino, Potoki et Krémitchoug. (Idem.)

## PARTIE NON OFFICIELLE.

D'après des nouvelles reçues d'Astrakhan par le Monde russe, le prince Menschikov s'est embarqué le 15 avril pour la Perse à la rencontre de S. M. le shah.

Le 17 avril a été une journée exceptionnellement chaude à Astrakhan. Les cerisiers, les pruniers et les pêchers sont déjà défeuillés. On s'attend à un été très-chaud.

— Nous trouvons dans la Voie les informations suivantes sur l'école technique Komissarov ouverte à Moscou il y a quelques années par l'initiative particulière :

L'école Komissarov présente cette particularité frappante qu'elle existe depuis bientôt sept ans sans exclusifs de plusieurs particuliers, tout en pouvant soutenir la comparaison avec les écoles entretenues aux frais de l'Etat. Elle fut fondée en 1866, en souvenir de l'heureuse issue de l'attente du 4 avril, et avait alors l'organisation d'une simple école professionnelle. On y enseignait les métiers de tailleur et de relieur. En 1867 le conseil de l'école crut devoir adjoindre à ces deux métiers l'enseignement de la mécanique. En 1869 l'école fut transformée en école technique, avec de vastes ateliers, qui acceptent même des commandes de wagons.

Le but des ateliers pratiques, dit à ce sujet le compte rendu présenté au conseil de l'école, était purement de former des mécaniciens habiles et on comptait que ces ateliers recevraient des commandes suffisantes pour couvrir les dépenses de leur entretien et amortir graduellement les frais d'établissement. Mais les prévisions du conseil ne se réalisèrent pas et il fut établi alors que l'organisation des ateliers était une faute capitale.

Le résultat de cette faute capitale est la position actuelle de l'école, laquelle, malgré sa brillante organisation et le rôle important qu'elle joue dans notre enseignement technique, se trouve à l'heure qu'il est sans ressources assurées pour son existence. Les curateurs de l'école, MM. Goubovine et Meyen, viennent de déclarer, dans le compte-rendu qu'ils ont présenté au conseil, que les revenus de l'école depuis sa fondation ont monté à 693,590 r. 75 c., dont 515,544 r. ont été le produit de donations volontaires; l'avenir de l'école n'est plus assuré, vu qu'ayant alloué à ces deux périodes une somme de 339,093 roubles ils se voient dans la nécessité de s'abstenir dorénavant de sacrifices aussi considérables. Le découvert du budget de l'école pour l'année passée est de 16,000 r.

Le compte-rendu n'indique aucun moyen de remédier à cet état de choses.

D'après les renseignements de la Gazette de Moscou la population de la ville d'Odesa dépasse aujourd'hui 250,000 âmes. On compte dans ce nombre plus de 80,000 israélites.

— Une dépêche télégraphique que publie l'Agence télégraphique internationale annonce que la section de chemin de fer de Kischenew à Corneschna a été livrée à la circulation le 28 avril. Cette section est de 71 verstes.

— Un télégramme particulier reçu par la Bourse dit que des barques amenant des pays de l'Oural des transports de blé en destination de St-Petersbourg ont fait naufrage dans la Kama et que près de 50,000 tchetverts sont perdus.

— On écrit de Sévastopol au Messenger d'Odesa qu'à la suite d'une collision entre des ouvriers italiens du chemin de fer de Sévastopol et un gendarme qui tentait de les empêcher de se livrer au jeu de « pile ou face », le dit gendarme, attaqué et défendant sa vie, a tiré plusieurs coups de pistolet et tué deux ouvriers italiens.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

L'inégalité qui existe en Angleterre dans le chiffre de la population des collèges électoraux a fourni à sir Charles Dilke le motif d'une proposition qu'il a faite le 6 mai à la Chambre des Communes pour demander le remaniement des circonscriptions électorales de manière à assurer à chacune un nombre de représentants proportionnel au chiffre des électeurs. M. Dilke n'est pas entré dans les détails du changement qu'il voudrait voir introduire dans son pays. Il s'est borné à signaler les anomalies du système électoral actuel et à en demander la suppression, tout en constatant qu'il siège en ce moment à la Chambre basse cent membres qui représentent 80,000 électeurs, tandis que cent de leurs collègues y ont été envoyés par plus d'un million de voix. Tel membre de l'opposition a regu le vote de 18 mille personnes et siège à côté d'un autre qui n'est élu que de 66 votants. Ce sont là des chiffres qui semblent bien attester la nécessité d'une réforme. M. Anderson a pris la parole pour appuyer la proposition Dilke et est entré dans d'autres détails pour prouver que la division des sièges au Parlement n'est pas faite d'une manière équitable entre la Grande-Bretagne, l'Ecosse et l'Irlande. Enfin M. Dixon a fait ressortir que dans un rayon de 50 milles autour de la ville de Birmingham se trouvent 15 circonscriptions, dont la population ne dépasse pas 150,000 âmes et qui envoient pourtant vingt députés au Parlement, tandis que Birmingham, avec une population de plus du double ne nomme que trois représentants. Il ne s'est trouvé personne dans les rangs des conservateurs pour prendre la parole contre cette proposition; cependant les partisans de la motion n'ont pas eu gain de cause immédiat, car M. Gladstone, tout en admettant la justice de leurs réclamations, a déclaré qu'il trouvait le moment inopportun pour en saisir le Parlement actuel, dont la fin est proche et qui

est incapable de s'occuper d'une réforme aussi vaste et nécessitant des études préparatoires assez compliquées pour remplir toute une session parlementaire. Aussi la proposition de M. Charles Dilke a-t-elle été repoussée par 268 voix contre 77.

Ce sont probablement les paroles du premier ministre qui ont fait dire hier à l'Observer, ainsi que le télégraphe nous l'a appris, que la dissolution du Parlement est fixée au printemps prochain. A vouloir être trop bien informé, on risque parfois de ne plus être pris au sérieux, et il est évident que les renseignements de l'Observer pèchent par un excès de ce genre; bien des incidents pouvant encore surgir même avant la clôture de la session actuelle, il n'est guère possible de fixer dès à présent avec cette précision la marche des travaux parlementaires d'ici à un an.

La réforme de la loi électorale est aussi à l'ordre du jour en France, et on affirme à ce propos que le conseil des ministres se serait occupé ces jours-ci de la question et que, malgré l'opposition de MM. de Rémusat et Jules Simon, il exigerait un domicile de deux ans au lieu d'un an, comme le veut la loi actuelle. Toutefois on ne reconnaît, dit-on, à l'électeur dans l'endroit où il était établi jadis, Le vote aurait lieu à la commune. Enfin, ajoute le Soir, qui nous fournit ces renseignements, les opinions seraient encore plus divisées sur la question de la limite d'âge exigée de l'électeur, que les uns voudraient fixer à vingt et un ans et les autres à vingt-cinq.

Parmi les nombreuses rumeurs qui circulent à Paris, nous croyons devoir signaler celle aux termes de laquelle plusieurs membres du centre gauche ayant appris que M. Grévy refusait absolument de laisser poser sa candidature à la présidence de la Chambre, se seraient décidés à voter pour M. Buffet, en vue de resserrer les liens qui unissaient le centre droit et le centre gauche.

Enfin, ajoute-t-on, une réunion de quelques membres de ces deux groupes — réunion composée de députés jouissant d'une incontestable autorité — aurait été tenue en vue de faire à M. Thiers toutes les concessions imaginables, même celle relative à la proclamation de la république, pour l'induire à se séparer nettement, absolument, du parti radical. La Liberté ajoute même qu'un membre de la droite assistait à cette réunion.

Pour ce qui est des élections qui ont dû avoir lieu avant-hier en Espagne le télégraphe ne nous a donné jusqu'à présent aucune information sur leur résultat. D'après des dépêches parvenues en France deux jours avant le scrutin, les déclarations faites par le gouvernement dans le

manifeste dont nous avons publié le texte il y a quelques jours, auraient eu pour conséquence de faire revenir bon nombre de conservateurs et de radicaux de l'idée de s'abstenir et les auraient décidés à poser leur candidature à Madrid et dans les provinces. On craignait seulement que ces manifestations ne fussent par trop isolées et que la lutte ne s'établît sérieusement qu'entre les républicains des diverses nuances. Ce dernier avis est exprimé par l'Impartial, qui disait déjà avant les élections que la prochaine assemblée n'obtiendrait pas la sanction morale du pays.

On se rappelle que le ministère italien, en rentrant en fonctions, a déclaré qu'il retirait le projet de loi sur le port de Tarente, cause première de la crise ministérielle. Cette décision a soulevé un débat assez animé à la séance du 5 mai de la Chambre des Députés. Plusieurs membres ont soulevé la question de savoir si le cabinet avait, d'après la Constitution, le droit de retirer un projet de loi dont quelques articles avaient déjà été votés. Mais on n'a pas tardé à reconnaître que la conduite du gouvernement était parfaitement régulière et que cette manière d'agir avait eu plusieurs précédents, qui ont été cités.

Les journaux et lettres qui nous arrivent de Vienne confirment que ce sont les excès de la spéculation boursicière qui ont amené la crise dont nous nous sommes occupés à cette place il y a deux jours. Il est curieux de voir le soin qu'on met à déloger les grands établissements de crédit de la responsabilité que la crise fait peser sur eux. Journaux et correspondances ont pris pour motif d'ordre de les présenter comme n'ayant nullement été ébranlés par cette secousse et comme se félicitant même de cette dernière en ce qu'elle débarrassait le marché d'une foule de valeurs parasites et d'une masse de petits spéculateurs incommodes. Comme si ces valeurs eussent jamais pu voir le jour sans le patronage des grandes banques et comme si ces petits spéculateurs ne formaient pas la principale clientèle (de dupes!) de ces banques! Ce qui met d'ailleurs parfaitement à nu cette hypocrisie, ce sont les « mesures » dont le télégraphe nous a parlé hier et avant-hier. Nous n'avions été que trop prophète; il s'agit d'obtenir des secours du gouvernement par l'intermédiaire de la Banque nationale et comme le privilège de cette dernière est aujourd'hui contesté en Hongrie et sur le point d'expirer en Cisleithanie, on songe à en assurer le renouvellement au moyen de quelques « services » à rendre et qui doivent démontrer combien cette grande institution est indispensable à l'Etat, au commerce, à l'industrie — à la Bourse de Vienne surtout!

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, dimanche 11 mai, au soir.  
Le gouvernement cisleithan est disposé, si la situation financière l'exige, à introduire, pour faciliter les transactions, des modifications au statut de la Banque nationale, et va se mettre en rapports avec le gouvernement hongrois pour arriver à cet effet à l'accord nécessaire.

Autre dépêche.  
Paris, lundi 12 mai, matin.

D'après les résultats connus des élections qui ont eu lieu hier, les républicains et les radicaux ont la majorité à Lyon, à Blois et à Limoges. Dans la Charente-Inférieure le candidat bonapartiste a la majorité.

Autre dépêche.  
Rome, lundi 12 mai.

Un meeting qui voulait demander la suppression complète des corporations religieuses ayant été interdit, des démonstrations ont eu lieu; la foule a été empêchée par la force armée de marcher sur le Quirinal.

Autre dépêche.  
Berlin, lundi 12 mai.

L'empereur Guillaume, revenu en parfaite santé de St-Petersbourg, a passé en revue la 1<sup>re</sup> division de la garde. Il y a eu ensuite dîner de 120 personnes à la cour.

Autre dépêche.  
Londres, lundi 12 mai.

Le Times recommande à la Banque d'Angleterre une nouvelle élévation du taux de l'escompte.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

## Allemagne.

PRUSSE. — La séance du 9 mai de la Chambre des Députés a été très orageuse. Après avoir discuté sur diverses questions d'intérêt local et voté la loi portant abolition de l'impôt de mouture et de boucherie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1875, l'assemblée a passé à la délibération définitive sur les projets de loi concernant l'instruction et l'installation des ecclésiastiques et l'autre le pouvoir disciplinaire ecclésiastique.

M. DE MALLINCKRODT attaque le premier, d'une manière très acerbe, le prince de Bismarck.

Merci de vos bontés! Mon cœur reconnaissant Debords et ne saurait exprimer ce qu'il sent.

Pourtant il faut partir : chaque chose a son terme, il n'est rien de plus beau que la fin ou le commencement. Ton climat est glacé, mais tes coeurs sont de feu!

Ici des braves ont interrompu l'artiste pendant plus de cinq minutes; elle a pris un autre manuscrit, et terminée comme suit :

Hélas! me souvient, pendant ces douze années, que j'en ai vu passer de ces tristes journées où de vaillants acteurs, au moment de partir, par le regret amer se sentaient envahir. Nos mains les soutenaient et l'amitié fidèle leur prêtait devant vous une aide fraternelle. L'été de ces années... C'est mon tour aujourd'hui et comme eux j'ai besoin d'un généreux appui. Daignez me l'accorder, que j'emporte en mon âme comme un bien précieux, comme une douce flamme, le souvenir bûni de ce dernier instant.

Que de choses encore dans ce cœur palpitant! Mais voyez dans mes yeux la douleur que j'éprouve (l'année sonne; je voudrais parler... Et je ne trouve; Pour vos braves amis et pour vos soins aussi, Qu'une larme qui coule et qui vous dit : merci!

Nouveaux applaudissements au milieu d'une émotion qui avait gagné toute la salle; puis sont venus les fleurs, les cadeaux, les rappels; après quoi la bénéficiaire et M. Pêcheau ont pris définitivement congé du public pétersbourgeois.

M<sup>lle</sup> Stella-Collas est restée douze ans à Pétersbourg; si elle n'a pas joué dans cent pièces différentes, comme on le dit plus haut, elle a joué dans 97. Les habitués du théâtre n'ont pas oublié ses succès dans Adrienne Lecouvreur, dans Mademoiselle de Belle-Isle, les Deux Femmes de St-Cyr, Mademoiselle de la Seiglière, Philiberte, où elle était charmante d'entraîner; le Fils de Guboyev, le Roman d'un jeune homme pauvre, Clarisse Harlowe, Princesse et favori, Froufrou, et dans les comédies de genre : les Souffleurs de bal, les Curieuses; elle excelle surtout dans les rôles de secourable de l'ancien répertoire, et tous nos lecteurs l'ont applaudie dans Dorine de Tartuffe, Martine des Femmes savantes, Toinette du Malade imaginaire, dans les Jeux de l'amour et du Hasard, etc. M<sup>lle</sup> Stella-Collas ne quitte pas la scène, elle retourne à Paris, et nous ne désespérons pas de la voir quelque jour nous revenir.

N'oublions pas une des plus piquantes attractions de la représentation de samedi : Madame attend Monsieur, que M<sup>lle</sup> Lagrange a joué avec l'entrain et la verve qu'on lui connaît. Jamais elle n'avait été mieux inspirée.

J. F.



marck, et le qualifié d'élément destructif de l'Etat. — ce qui provoque une vive agitation, — tandis que, selon l'opinion, la fraction du centre (ultramontain) « protège la royauté par la grâce de Dieu contre ses propres conseillers. » — Des jours sombres attendent les catholiques, dit M. de Mallinckrodt; maint siège épiscopal va rester vacant, mainte paroisse sera sans pasteur des années durant, mais les catholiques ne renoncera pas leur foi, confiants dans la maxime que c'est quand la détresse est la plus grande que le secours est le plus près.

M. DE SCHÖRLEMER-AST dit qu'en général les prêtres catholiques sont instruits, mais que si les paroisses aiment à choisir entre un ecclésiastique moins instruit, qui fut fidèle à sa foi, ou bien un prêtre de l'instruction la plus éminente, qui n'aurait un seul iota de la foi catholique, elles n'hésiteraient jamais à accepter le premier. L'orateur prend aussi directement à partie le prince de Bismarck et l'accuse — au milieu des exclamations indignées de la Chambre — « de se permettre dans ses discours officiels des licences poétiques qui fissent l'altération de la vérité. »

M. DE FOCKENBERG, président de l'Assemblée, menace M. de Schorlemer-Ast de le rappeler à l'ordre si l'ordre s'en continue sur ce ton.

Malgré cet avertissement, l'orateur fait allusion au terme « d'existences catilinaires » dont le chancelier de l'Empire s'est servi dans un de ses discours (en 1864), et dit que lui, orateur, connaît une de ces « existences catilinaires », qui menace de perdre l'Etat.

La dessus, nouveaux cris d'indignation. — Qui ? s'écrie-t-on de toutes parts. — Mais M. de Schorlemer-Ast ne se trouble point : « Faites vos lois draconiennes, dit-il en concluant, faites-les, elles ne seront jamais appliquées, car les catholiques ne s'y soumettront pas ! »

L'orateur quitte la tribune, applaudi par le centre et cherché par la gauche.

M. DE GELACH déclare « inouïes » les accusations du prince de Bismarck contre le parti du centre, et émet l'opinion que « les batailles perdues sont des gages de victoire et que les minorités sont le berceau des majorités. »

M. LE DOCTEUR FALK, ministre des cultes, — que par parenthèse M. de Schorlemer-Ast avait déclaré être « au-dessous de Julien l'Apostat », — répond à cet orateur que l'Etat saura faire exécuter les lois « draconiennes » en question et que, le cas échéant, il assurera leur exécution par de nouvelles lois à cet effet.

M. DE WINDTHORST (Meppen) dit que les catholiques ne recourent à aucune mesure illégale, et cela pour ne pas compromettre leur victoire, qui est prochaine (Hilarité). Ils opposent une résistance passive à l'application des lois ecclésiastiques et c'est contre cette résistance que viendra se briser l'autorité du gouvernement.

La discussion générale est close.

Les divers paragraphes sont adoptés pour ainsi dire sans débats et les deux lois votées à une immense majorité.

Le premier résultat des conférences épiscopales de Fulda ne s'est pas fait attendre. Il a été livré à la publicité le 9 mai sous forme d'un « mandement des évêques réunis au tombeau de saint Boniface au clergé et aux fidèles de leurs diocèses », que la *Germania* publie en tête de ses colonnes.

Ce document est trop étendu pour que nous le reproduisions intégralement; nous nous bornerons à l'analyser d'une manière aussi complète que possible.

Le mandement va droit au but et s'attaque ex-abrupto aux lois ecclésiastiques, dont les deux premières ont été votées définitivement vendredi dernier par la Chambre des Députés. L'épiscopat caractérise ces lois comme suit :

« Il sera promulgué prochainement une série de lois qui sont dans des points essentiels en contradiction avec l'organisation et la liberté de l'Eglise régies par Dieu lui-même. Leur mise à exécution aurait pour conséquence de détacher les évêques du chef visible de l'Eglise catholique universelle, de détacher le clergé et le peuple fidèle de ses évêques légitimes, de détacher l'Eglise de notre patrie de l'Eglise universelle fondée par l'Homme-Dieu et le Sauveur du monde, enfin de dissoudre l'organisation de l'Eglise instituée par Dieu lui-même. »

Les évêques rappellent ensuite leurs protestations antérieures ainsi que les pétitions du clergé et des fidèles contre les lois ecclésiastiques, et conjurent leurs diocèses de se grouper toujours d'une manière inébranlable, et quoi qu'il arrive, autour du saint-père et de l'épiscopat.

En réponse anticipée à la loi sur l'instruction et l'installation des ecclésiastiques, le mandement de Fulda contient la déclaration suivante :

« Chers coopérateurs et diocésains, gardez la conviction inébranlable que celui-là seul est un évêque légitime qui a été envoyé par le saint-père et le Saint-Siège apostolique, la source de l'unité et de la puissance de l'Eglise, et qui persévère dans la communion avec le Saint-Siège. De même ne regardez comme prêtres légitimes que ceux qui ont été reconnus dignes de la prêtrise par les évêques légitimes et qui persévèrent dans la communion avec les évêques. Tout autre est un intrus. »

Comme on le voit, c'est en même temps contre le vieux-catholicisme que cette dernière injonction est appelée à réagir.

Par rapport au pouvoir disciplinaire ecclésiastique et à la limitation du droit d'appliquer les pénalités ecclésiastiques, le mandement des évêques fait d'avance la réponse que voici :

« D'après l'organisation que Dieu a donnée à son Eglise pour tous les temps, il ne peut être attribué à personne, par ordonnance d'une autorité séculière, le droit d'appeler en matière ecclésiastique au jugement du pouvoir civil. Pareil appel aurait pour conséquence immédiate la peine de l'excommunication, comme étant un acte attentatoire à l'ordre de choses institué par Dieu lui-même. »

Enfin, pour ce qui concerne l'institution d'une cour de justice suprême pour les affaires ecclésiastiques, voici quelles sont les instructions que les évêques réunis au tombeau de saint Boniface donnent au clergé et aux fidèles :

« Conformément à l'usage constant de l'Eglise, nous continuerons à soumettre toutes les questions douteuses intéressant l'Eglise au jugement du saint-père, que le Christ a institué comme pasteur suprême de son Eglise. »

Ce qui ressort logiquement de ces déclarations, c'est que l'épiscopat travaillera à empêcher l'application des lois politico-religieuses, et, le cas échéant, qu'il regardera les stipulations de ces lois comme nulles et non-avenues. Néanmoins, nous ne pouvons que constater à l'expliquer si l'on considère à quel point l'Eglise et l'Etat diffèrent dans leur interprétation de la maxime : Rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César, — les évêques proclament ensuite « qu'ils rempliront avec une fidélité et une conscience inébranlables leurs devoirs envers l'autorité civile, la société et la patrie. »

Voici la conclusion textuelle du mandement :

« Pour la défense de la liberté imprescriptible de l'Eglise et des biens du christianisme, nous vous recommandons, — outre l'union

étroite avec l'Eglise, la franche proclamation de la vérité, une conduite sans tache, une patience constante et la résignation, — tout spécialement encore la prière, comme nous l'avons fait déjà maintes fois, — la prière la plus humble, la plus instante, la plus persévérante, la plus confiante à Dieu et au Sauveur, notre seul espoir et notre seul appui. Depuis les jours où Constantin le Grand se convertit au christianisme et mit fin aux persécutions trois fois séculaires de l'Eglise par le pouvoir civil, jusqu'à nos jours, il n'y a guère eu d'époque où, comme aujourd'hui, l'Eglise ait été dans le monde entier aussi privée de tout secours humain et menacée d'aussi grands dangers. Et en cela, nous ne pensons pas seulement à nos afflictions présentes, mais à ce qui nous menace pour l'avenir. Quand l'Eglise du Christ est dépourvue de sa liberté légitime, quand la vie publique, la presse et la littérature ne respirent plus ainsi dire que l'incrédulité, le mépris ou la haine du christianisme et de l'Eglise, quand la jeunesse est formée dans des écoles devenues étrangères au christianisme, quand sous la pression des événements le clergé dépeuple de plus en plus ou subit l'esprit de l'époque et se pervertit : alors la foi chrétienne, la charité chrétienne et la concorde, ainsi que la moralité chrétienne, doivent aussi sombrer et disparaître là où elles avaient subsisté jusqu'à présent, parmi notre bon peuple catholique. Et après il n'y aura plus qu'un état de choses auquel nous ne pouvons penser qu'avec effroi. Aussi n'aurions-nous ni connaissance, ni foi, ni charité et oublierions-nous toutes les exhortations et les instructions de notre divin Sauveur si, dans ces jours d'affliction et de sombres appréhensions, nous ne recourions pas tous à la prière et si nous ne nous disions pas au nom de Jésus : Priez, priez tous, priez sans cesse ! »

Le mandement de Fulda, qui est daté du 2 mai, fête de Saint-Athanase, porte les signatures de tous les évêques prussiens (celui de Kulm remplacé par son vicaire-général) et celle de l'évêque de Mayence, — pour la partie prussienne de son diocèse. En outre, dans un post-scriptum au mandement, M. Nam-szanowski, évêque d'Agathopolis, déclare qu'il n'a pas signé, uniquement parce que les lois politico-religieuses ne le concernent pas directement, mais qu'il n'en adhère pas moins librement et chaleureusement aux déclarations des évêques prussiens. Le post-scriptum est daté de Berlin, 8 mai.

Nous disions en commençant que le mandement collectif des évêques était le premier résultat du congrès de Fulda : c'est que, d'après la *Germania*, sur la base de ce mandement les évêques vont adresser à leurs diocésains des lettres pastorales où chacun des points touchés en général par le mandement de Fulda sera traité d'une manière plus explicite.

Voici comment s'explique l'organe ultramontain de Berlin :

« Les évêques ont parlé. Non possumus ! disent-ils. *Deo gratias* ! — disons nous de notre côté. Aujourd'hui encore un organe gouvernemental, la *Norddeutsche Zeitung*, exprimait l'espoir que l'épiscopat céderait et conclurait un pacte, avec son ennemi le « libéralisme », qui rêve la ruine de l'Eglise. La réponse est là. Elle est claire, grave et catégorique. C'est dans le même esprit que seront conçues les lettres pastorales que les évêques adresseront au clergé et aux fidèles de leurs diocèses après la promulgation des lois ecclésiastiques. L'épiscopat est, le fermement uni, retrempe par la force morale que donne le sentiment du devoir accompli, appuyé par des milliers de prêtres et par des centaines de milliers de laïques, bien résolus à accepter une lutte dont leur conscience est le prix et à ne pas cesser de combattre avant que l'orgueil de ce « libéralisme » contempteur de la liberté (*Freiheitsschänderer*) ne soit humilié ! »

La *Germania* a soin de mettre le mot « libéralisme » entre guillemets pour montrer qu'elle attache à ce terme un sens tout spécial. Aussi la *National-Zeitung* n'hésite-t-elle pas à dire que ce que la *Germania* entend par « libéralisme » c'est tout ensemble « l'Etat, la représentation nationale et le souverain ».

La *National-Zeitung* a la ferme conviction que le mandement de Fulda a été rédigé tout d'un jet par M. Ketteler, évêque de Mayence, « primat de l'ultramontanisme », comme elle l'appelle, et elle fait observer que le passage relatif à Constantin-le-Grand se trouve déjà presque textuellement dans une des dernières brochures politico-religieuses de l'évêque de Mayence.

La *Norddeutsche Zeitung* ajourne encore ses commentaires et se borne à exprimer sa surprise de la promptitude de cette « nouvelle déclaration de guerre de l'épiscopat. »

La *Kreuz-Zeitung* est muette. Elle ne reproduit pas même encore le texte du mandement.

ALSACE-LORRAINE. — On écrit de Strasbourg à la *Norddeutsche Zeitung*, sous la date du 6 mai :

« A Walbach, dans le Münsterthal, il a fallu, le 3 mai, un escadron de dragons et une compagnie d'infanterie pour tenir en respect une foule de pèlerins avides de miracles qui comptait environ 6,000 personnes. Ces gens s'étaient laissés persuader que la Sainte-Vierge apparaîtrait dans cette localité pour indiquer elle-même le point où l'on devait lui élever une chapelle; les dragons et une compagnie du 105<sup>e</sup> saxon arrivèrent sur les lieux, ce qui engagea les pèlerins à regagner leurs foyers. »

Autriche-Hongrie.

On lit en tête des actes officiels publiés le 9 mai par la *Wiener Zeitung* :

« Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, par décret en date du 7 mai, a daigné conférer à la comtesse Clotilde d'Onelli de Tyrone, née comtesse Hardegg, grande-maîtresse de la cour de S. A. I. M<sup>te</sup> la grande-duchesse Alice de Toscane, le titre et le rang de conseillère privée (*geheime Rathsfräulein*) en lui faisant remise des taxes. »

Le prince héritaire et la princesse royale de Saxe sont arrivés à Vienne le 8 mai.

On lit dans la *Correspondance Générale* :

« Aussitôt après la clôture des Délégations de la guerre baron de Kuhn se rendra en Dalmatie, accompagné du vice-amiral baron Pökh, pour y inspecter les fortresses et les stations maritimes. »

« Le gouverneur baron Rodich et plusieurs députés dalmates prendront part à cette tournée d'inspection, qui durera environ 15 jours. »

Tous les évêques bohèmes et un grand nombre d'évêques des autres pays cisleithaniens réunis à Vienne ont envoyé au comte Andrássy, ministre des affaires étrangères, des adresses demandant l'intervention du gouvernement austro-hongrois en faveur du maintien des généralats des ordres religieux à Rome.

L'adresse des évêques bohèmes a été publiée par la *Volksfreund* et celle des autres évêques par le *Bohemia*. En tête des adresses figurent les signatures du cardinal archevêque de Prague et du cardinal-archevêque de Vienne.

— La *Neue Fremdenblatt* du 8 mai s'exprime comme suit sur la situation actuelle de la Bourse de Vienne :

« Plus de cent maisons déclarées insolvablees en un seul jour ; c'est là un événement qui n'a pas son pareil dans les annales de la Bourse.

Plusieurs des maisons insolvablees jouissent d'un très-grand crédit à la Bourse; elles ont été victimes des dernières baisses, et elles se sont vues hors d'état de payer les sommes exigées. Personne ne s'était attendu à une crise semblable à celle qui domine la Bourse depuis le commencement de cette semaine. On pensait que la hausse tirait à sa fin, et qu'une réaction modérée allait se produire, mais personne ne croyait à une telle baisse, par la raison toute simple que rien ne semblait la motiver. Elle s'est produite cependant par suite des spéculations par trop considérables, dont il faut chercher la source dans la chance rarement troublée que n'ont cessé d'avoir les boursiers depuis trois ans. Les hommes d'affaires les plus expérimentés sont d'avis que des journées comme celles par lesquelles on vient de passer n'ont pas de précédents, et que jamais le découragement n'a été aussi grand qu'en ce moment. Par suite des innombrables suspensions de paiement, la Bourse n'a pas pu se remettre malgré l'intervention des banques. La Bourse du matin offrait un aspect vraiment déplorable. On n'a conclu que les affaires absolument indispensables. A midi il y a eu une sorte de revirement, mais il n'a duré que peu de temps, car la clôture a offert un résultat des plus mesquins, à cause de la crainte qu'avaient les boursiers de voir encore augmenter le nombre de maisons insolvablees à la prochaine liquidation. »

Tous les autres journaux s'expriment dans le même sens.

— On mande de Pesth, 8 mai, que Biedermann, employé de chemin de fer arrêté à la suite de la catastrophe du 5 mai, a tenté de se suicider. Trois autres employés ont encore été arrêtés.

(Neue freie Presse.)

France.

Nous avons donné avant-hier le texte du projet de loi sur la création d'une seconde Chambre qui a été élaboré par M. Pradié.

Ce député le fait précéder d'un exposé des motifs dont voici les principaux passages :

Le 8 février 1871, dit l'honorable député de l'Aveyron, la nation a donné à l'Assemblée Nationale la mission de la sauver. Un seul moyen peut sauver la France, c'est au gouvernement définitif capable de protéger l'ordre et la liberté contre une nouvelle invasion des barbares.

Dans ce but, il faut organiser le définitif, et, faute de le pouvoir, il faut, avec l'appui des conservateurs de toutes les nuances, organiser un provisoire qui puisse mettre l'ordre et la liberté en dehors de toute atteinte.

L'Assemblée ne peut, sans se déshonorer devant le pays, devant l'histoire et devant Dieu, abandonner la France sans protection à l'éventualité d'une assemblée de démocrates. Conformément à la décision prise par l'Assemblée sur la proposition de la commission des Trente, et usant de notre droit d'initiative, nous proposons donc :

1<sup>o</sup> D'instituer une seconde Chambre, qui sera composée de l'élite de la nation et sera nommée par l'élite de la nation ; qui prendra en main le gouvernement du pays immédiatement après la dissolution de l'Assemblée actuelle, et qui sera élue deux mois avant l'Assemblée issue du suffrage universel ;

2<sup>o</sup> Nous proposons de nommer, avant de nous dissoudre, un chef du pouvoir exécutif, qui gouvernera conjointement avec la haute Chambre, jusqu'à l'installation de la Chambre issue du suffrage universel, et qui, joignant à beaucoup de fermeté un grand esprit de conciliation, à beaucoup de prudence et de sang-froid, une grande décision de caractère, domine les partis au lieu de se mettre à leur tête ou de les suivre ;

3<sup>o</sup> Nous proposons d'accorder conjointement au président de la République et à la haute Chambre le droit de dissoudre l'autre Chambre.

« Pénétré de la pensée que le seul obstacle à la fondation de la liberté vient de ce que les hommes d'Etat de la révolution l'ont constamment placée sous la protection d'une Assemblée populaire, au lieu de la placer sous la protection d'une Assemblée d'élite, nous nous sommes étudie à rechercher le mode le plus simple et le plus propre de faire sortir des entrailles de la nation cette Assemblée d'élite. »

« Et voyant que un orateur éminent, à un membre de l'Assemblée nationale, à un ministre qui jadis s'était consacré à la défense de la liberté, et aujourd'hui à la libération du territoire, nous avons recherché si il ne serait pas possible de trouver un corps électoral qui, faisant antithèse au suffrage universel, prélèverait avant le fonctionnement du suffrage universel les hommes d'Etat savants, éloquents, expérimentés que le suffrage universel repousse avec dédain. »

« Telles sont les considérations générales qui nous ont conduit à faire notre proposition. »

M. Pradié pense que pour fonder la République, il est nécessaire de constituer une seconde Chambre.

« On peut, dit-il, avec une seule Chambre et un président du conseil, fonder une République, mais une République ou faible, ou anarchique, ou despotique : faible ou anarchique, si le président du conseil nommé par le peuple ou l'Assemblée n'est pas, comme dans la circonstance actuelle, du même parti que l'Assemblée ; despotique, si le président et l'Assemblée sont du même parti. L'entraînement vers le despotisme est même d'autant plus grand que l'union est plus intime. Le despotisme peut même alors dégénérer en tyrannie si le président domine l'Assemblée par la terreur, c'est le cas de Robespierre. Si, au contraire, l'union n'existe pas, ou bien le président brise l'Assemblée, c'est le cas du prince Louis-Napoléon ; ou bien les deux pouvoirs tombent dans l'anarchie, et s'ils ont un peu de sagesse et un peu de condescendance l'un pour l'autre, cette anarchie n'est que de la faiblesse, c'est notre cas ; et nous disons, c'est ce qu'on peut attendre de mieux de cette espèce de gouvernement. Car nous ne pensons pas que la France ait jamais eu une Assemblée plus honnête, un président plus intelligent, et animé l'un et l'autre de meilleures intentions. »

« Comment, en effet, fonder une République, et surtout une République conservatrice et libérale, avec le suffrage universel qui tend à tout désorganiser, et une centralisation à haute pression qui tend au contraire à tout condenser ? Il n'y a pas seulement différence, antithèse ou antinomie entre ces deux forces divergentes agissant en sens contraire, l'une pour écarteler le pays, l'autre pour en faire un bloc ; il y a contradiction absolue. Ces deux forces ne tendent pas seulement à se faire équilibre, à se combiner, à s'unir ; elles tendent à se détruire. Que lit-on dans les professions radicales des candidats favorables du suffrage universel ? On y lit qu'il faut affranchir les communes, les fédérer, détruire les armées permanentes, la magistrature, le clergé, la notion de Dieu. Les sages du parti se bornent à demander la désorganisation de tous les services sous prétexte de les réformer, la ruine des finances sous prétexte d'établir des impôts plus équitables, la destruction de la religion sous prétexte de la laïcité et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Donc, la force

qui part des bas-fonds de la société et qui a pour instrument légal le suffrage universel tend à tout désorganiser, à tout désorganiser.

« La force au contraire qui part d'en haut, c'est-à-dire la force de centralisation qui est l'âme de toutes nos institutions, tend à tout uniformiser, à tout mettre dans la main d'un seul. Donc, avec le suffrage universel et la centralisation, on est fatalement condamné ou à une affreuse tyrannie ou à une affreuse anarchie ; à une tyrannie ou à une anarchie sans analogues dans l'histoire du monde et dont l'Empire et la Commune ne peuvent que nous donner une faible idée. »

« Mais si il est impossible, sous peine de devenir les esclaves de ceux dont nous déplorons l'ignorance et les passions, de fonder une République libérale et conservatrice avec le suffrage universel d'une part et une centralisation à haute pression de l'autre, on est fatalement conduit à cette extrémité qu'il faut, ou bien porter hardiment la main sur le suffrage universel, ou bien trouver, au moyen d'une autre Chambre, une combinaison qui puisse neutraliser ce qui, dans le suffrage universel, rend la République radicalement impossible et pousse la société aux abîmes. »

« Il y aurait, il est vrai, un autre moyen de fonder une République conservatrice et libérale, ce serait de remanier le suffrage universel de manière à lui ôter son côté sauvage et brutal, et de décentraliser les départements de manière à faire 86 petites provinces administrées chacune par un conseil général dont on serait sûr, et gouvernées par un préfet et un Sénat dont on serait également sûr. Sans faire de ces 86 petites provinces des Etats semblables à ceux de l'Amérique du Nord et de la Suisse, on aurait cependant une sorte de République fédérative, tout aussi libérale et conservatrice que la République du suffrage universel est anarchique et tyrannique. Mais nous ne pensons pas que le tempérament de l'Assemblée actuelle et du président de la République se prêtât à ces grandes réformes patriotiques, et qu'on voudrait se donner le temps de les accomplir. »

« Il faut donc avoir à d'autres moyens, et puisque les républicains ne nous donneraient ni leur appui, ni le temps, ni le calme pour fonder cette République, essayons par des moyens détournés, mais plus difficiles, d'arriver au même résultat. La chose n'est pas aisée ; elle l'est même si peu que M. Thiers semble nous avoir condamnés à résoudre la quadrature du cercle, en nous imposant la rude tâche de fonder une République conservatrice et libérale, avec la centralisation et le suffrage universel. Nous dirons même franchement que M. Thiers nous a imposé la tâche sans précédents dans le monde, et qui, malgré l'affirmation en sens contraire de M. Jules Simon, est absolument en opposition avec toutes les données de la science. »

« Comment se tirer d'affaire, ne pouvant toucher ni à notre centralisation, ni au suffrage universel qui nous annonce son inébranlable résolution de peupler la future Assemblée de députés professant les opinions de M. Barodet ? Nous ne voyons qu'un moyen, c'est 1<sup>o</sup> réglementer et organiser le suffrage universel tout en le conservant ; 2<sup>o</sup> constituer une seconde Chambre composée d'hommes conciliants et modérés qui, réunis dans certains cas en assemblée plénière, puissent donner la majorité aux hommes d'ordre et de liberté. »

« Or, pour obtenir une Chambre haute ainsi composée et faisant pencher la majorité de son côté, il faut, quatre choses : 1<sup>o</sup> qu'elle émane d'un corps électoral offrant d'autres garanties que le suffrage universel ; 2<sup>o</sup> qu'elle vote au scrutin secret et en Assemblée plénière avec l'autre Chambre, dans certains cas déterminés où l'ordre et la liberté seraient en cause ; 3<sup>o</sup> qu'elle soit aussi nombreuse que l'autre Chambre ; 4<sup>o</sup> qu'elle ait, avec le chef du pouvoir exécutif, le droit de dissolution. »

« Nous allons nous occuper successivement de ces quatre conditions :

II. — COMMENT SERA COMPOSÉE LA SECONDE CHAMBRE.

« Le meilleur moyen de déterminer comment devra être composée la seconde Chambre consiste à bien se pénétrer du rôle qu'elle aura à remplir. Son rôle n'est pas d'être entre les mains du président de la République, comme l'a dit M. Thiers, un instrument de résistance ou de combat ; d'annuler ou de tenir en échec l'autre Chambre, au nom des intérêts conservateurs, comme si elle en avait le monopole et le progrès. Son rôle est, non de créer le dualisme dans l'Etat et d'être une nouvelle source de conflits, mais de prévenir ou de terminer ces conflits en prêtant main forte au président de la République si l'autre Chambre voulait aller trop vite ou trop lentement. »

« Il ne faut pas la perdre de vue, l'état républicain, en France, est un état, non de paix, mais de guerre. Il faut donc que la seconde Chambre soit composée d'hommes très considérés à cause de leur haute position, très fermes de caractère et en même temps très conciliants, pour se jeter, dans les moments décisifs, entre les combattants. En France, on s'empare facilement et on aime à jouer avec le feu ; la seconde Chambre devra donc être composée d'hommes énergiques et froids. Il faut, en outre, qu'ils fassent bonne contenance et surtout grande figure au milieu des députés de l'autre Chambre, quand, dans les circonstances décisives, nous les réunissons avec eux en Assemblée plénière pour les calmer, les tempérer et leur apprendre que la liberté sort de l'ordre, le progrès de la conservation, la République du respect de tous les droits et de la pratique de toutes les vertus, y compris celle de la modération. »

« Le rôle de la Chambre haute est le rôle d'une médiatrice, entre les majorités et les minorités, entre le président de la République et l'autre Chambre, entre ces deux grands corps et l'opinion publique ou la nation. Ce rôle est d'une grandeur incomparable et infiniment plus beau que celui des aristocraties anciennes et modernes ; car en France il ne saurait être question d'opprimer ou de dominer, à l'exemple de ces aristocraties, les classes inférieures, mais au contraire de faire disparaître toutes les classes en faisant régner l'égalité et la justice entre tous les citoyens. Le rôle de la haute Chambre, tel que nous le comprenons, est, en un mot, le rôle de la vertu, ce ressort de la République, de cette République que les hommes ont vainement cherché à réaliser, et qui s'est toujours échappée de leurs mains parce qu'elle ne saurait tenir, comme nous le verrons, que dans des mains pures ; et c'est même ce qui fait la grande difficulté de son établissement parmi les hommes. »

« Le rôle de la seconde Chambre ainsi déterminé, quel est le mode d'élection qui pourra nous donner cette Assemblée de sages, de la quelle seule peut sortir une République qui n'honore l'homme puisse avouer ? Nous ne voyons qu'un moyen, c'est de la faire émaner des corps constitués et groupes organisés, dont les membres jouissent dans la société d'une grande considération, due à leur capacité et à leur moralité. Ces groupes sont, par exemple, les communes, les départements avec leurs conseils municipaux et généraux, la magistrature, l'armée, l'Institut, les facultés, la haute finance, les Compagnies industrielles et commerciales,

les établissements charitables, les conseils de prud'hommes, le clergé, etc., etc.

« Une autre considération nous porte à faire émaner la deuxième Chambre de ces corps ou groupes organisés, c'est le mode de nomination par le pouvoir, n'étant même pas nommée par l'état-major de chacun des groupes, mais par tous les individus rattachés à ces groupes d'un bout de la France à l'autre, aurait une plus grande autorité que l'autre Chambre issue du suffrage de la multitude. Elle tiendrait en effet son mandat d'un corps électoral composé des capacités. »

« Ceci répond à cette objection superficielle du radicalisme, que rien d'assez grand, d'assez influent, ne saurait être opposé à une Assemblée issue du suffrage universel ! Comme si dans tous les temps et dans toutes les Républiques qui ont duré, ce n'est pas l'aristocratie de l'intelligence qui, en dernière analyse, a conduit et dirigé dans les voies de l'ordre et de la grandeur les destinées des Etats. On aurait bien étonné les grands républicains de Rome si on leur avait dit que la dernière des centuries, qui, à elle seule, comptait pourtant la majorité du peuple, devait faire la loi à toutes les autres. »

« Avec les attributions que nous lui accordons, la nouvelle institution corrigera une partie des abus du suffrage universel. Elle sera la planche de salut de la nation, et peut-être le moyen pratique de dénouer, dans la future législature, la crise redoutable que les pressentiments de tous les esprits vraiment politiques considèrent comme inévitable. »

M. Pradié examine ensuite : 1<sup>o</sup> comment les départements seraient représentés à la seconde Chambre ; 2<sup>o</sup> la durée et les attributions de la seconde Chambre. L'opinion de l'honorable député de l'Aveyron, sur ces deux points, se trouve clairement indiquée dans le texte du projet que nous avons reproduit hier.

L'exposé des motifs se termine par les considérations suivantes :

« Le principe qui a présidé à la conception de notre seconde Chambre repose sur l'expérience et sur l'histoire de notre pays. Dès les temps reculés, sous Charlemagne, les capitulaires étaient préparés et discutés dans une assemblée composée de représentants des grands corps et des grands intérêts sociaux du temps. Ces représentants étaient les comtes qui gouvernaient les provinces, les grands-baillis, les évêques. Les capitulaires étaient ensuite présentés à l'assemblée du peuple réuni au Champ-de-Mai. Cette dernière assemblée était notre assemblée du suffrage universel, tandis que l'autre était notre seconde Chambre issue des corps organisés par la révolution ou qui ont survécu à la révolution. »

« Plus tard, les Etats-Généraux étaient composés des députés des trois grands corps politiques, le clergé, la noblesse, les communes ou le tiers-Etat. »

« Nous avons encore les communes et le clergé que nous faisons représenter dans la seconde Chambre. Et, à la place de la noblesse, qui a disparu sans retour, nous avons les grands corps de l'Etat et les illustrations des autres groupes qui constituent la vraie noblesse, la noblesse du mérite, la noblesse des temps nouveaux. »

« Ces corps, nous les faisons représenter, nous consolidons ainsi les œuvres utiles et légitimes de la révolution, en leur donnant pour sauvegarde les principes qui ont fait la stabilité séculaire et la grandeur de la France antérieure à la révolution. Nous faisons ainsi, quoique bien tard, hélas ! ce que les auteurs de la révolution n'ont pas su faire. Ils ont tout ébranlé, renversé, et ils ont été incapables, faute de s'appuyer sur les vieux et éternels principes de la tradition, de consolider et de rendre durable et stable ce qu'ils ont fondé. Ils ont su faire de bonnes choses, mais ils n'ont pas su les cimenter. C'est à nous, élus du 8 février, à savoir le faire, et à terminer ainsi la révolution, en plaçant ses fondations légitimes sous la garde de tous les honnêtes gens, intéressés à les conserver et non à les détruire, comme le ferait inévitablement le suffrage universel si on le laissait faire. »

Le *Bien public* annonce que le gouvernement a fait verser le 6 mai entre les mains des Allemands le complément des 250 millions formant le dernier quart du quatrième milliard de l'indemnité de guerre. Le *Times* publie, de son côté, une dépêche de son correspondant de Paris qui donne la même nouvelle et qui assure en outre que pour faire face au paiement du cinquième milliard, le trésor a déjà en caisse 700 millions de francs en numéraire ou en bons effets. L'œuvre de la libération, dit le *Times*, continue donc à s'accomplir avec une parfaite régularité au milieu de l'émotion causée par les verdicts électoraux, et il n'est pas douteux que les prévisions du correspondant de la feuille anglaise qui, en ajoutant aux 700 millions ci-dessus les versements opérés mensuellement pour le compte des emprunts, arrive, pour le 1<sup>er</sup> septembre prochain, à un total de 1,100 millions d'encassements, ne soient pleinement justifiées par l'événement. Malgré toutes les excitations intéressées et toutes les sinistres prophéties des organes de la réaction, malgré tous les orages parlementaires que l'on nous fait entrevoir pour la reprise de la session, il est, du reste, visible que l'état des esprits va toujours s'améliorant et que l'opinion est en voie de reprendre son sang-froid. L'attitude prise par M. Thiers dans le lendemain de l'élection d'avril, connaît la feuille parisienne, et les manifestations si fermes et si opportunes des membres importants de la réunion C. Périer qui ont causé tant de déceptions à droite, n'auront pas été étrangères à cet heureux résultat.

— M. Rémusat fait préparer un livre bien qui contiendra tous les documents échangés avec l'Allemagne, ceux relatifs à la dénonciation des traités de commerce avec l'Italie, l'Angleterre et l'Autriche. (Liberté.)

— Nous croyons savoir, dit le *Constitutionnel*, que le président de la République a signé, le 7, un décret nommant M. de Kératry préfet de la Gironde, et M. Duval préfet du Rhône.

— Voici ce qu'on lit dans la correspondance légitimiste Saint-Chéron :

« On agit déjà les moyens à prendre pour regagner M. Thiers. C'est un grand préjugé de s'imaginer qu'il est indispensable. On en disait autant de M. Grévy, qui était considéré comme le seul capable de présider l'Assemblée. Or, le jour où M. Grévy a été renversé, la majorité lui a trouvé immédiatement un successeur qui remplit très-dignement sa mission. Il en sera de même pour M. Thiers. Tout autre homme politique, même avec moins d'esprit, ne fera pas plus de mal à notre pays. Il se vante beaucoup et se fait vanter par la presse officieuse d'avoir facilité la libération du territoire et le paiement de l'indemnité de guerre. »



seul en faveur de la libération du territoire. Elle pourrait être certainement compromise par la politique qui conduit aux Barots et serait de nature à inquiéter l'Allemagne et sur notre situation intérieure et sur sa propre situation à elle-même, au moment où elle est menacée à son tour par la propagande radicale et communiste.

« Tant dans l'intérêt de l'ordre à l'intérieur que de la libération du territoire et de notre influence au dehors, nous avons tout à gagner à retirer des mains de M. Thiers un pouvoir dont il a fait un usage qui ne profite qu'à la plus abjecte démagogie. »

— L'amiral Tréhouart est mourant à Arcachon. Un télégramme parvenu, le 3 mai, au ministère, annonce que l'on a perdu tout espoir de guérison.

La marine est donc à la veille de perdre son dernier amiral. Le bruit court qu'il n'y aurait plus de nominations au grade d'amiral, qui correspond au maréchalat.

— M. Ulrich de Fonvielle, rédacteur de l'Union républicaine, de Dieppe, a comparu le 7 mai devant la cour d'assises, sous la prévention d'avoir provoqué l'assassinat de Don Carlos dans le passage suivant d'un article :

« Don Carlos a été expulsé légalement du territoire ; s'il s'y trouve, c'est pour commettre un crime ; en conséquence, on pourrait réprimer à ce propos ce que Victor Hugo disait de Napoléon :

Tu peux tuer cet homme avec tranquillité. Quel est le jury français qui n'aboudrait avec l'éloge du meurtrier de Santa-Cruz, le curé de l'enfer ? »

M. Ulrich de Fonvielle a été condamné à un mois de prison et trois cents francs d'amende.

— Dans l'audience tenue le 8 mai par le tribunal de Constantin, le commandant Le Blanc ne s'est pas défendu. Le capitaine Ali répond que le commandant a raison de nier, et il dégage sa responsabilité. Le commandant Letellier reconnaît qu'un parlementaire fut envoyé par le capitaine Ali et qu'il fut tué. Deux officiers allèrent fouiller le cadavre et trouvèrent la lettre dont il était porteur. Répondant à une question de M. Floquet, le commandant Letellier dit que, depuis l'annulation du rapport contre le capitaine Ali et Ben-Ali-Chérif, lequel rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes. Le rapport fut confidentiel, il n'a pas de nouvelles de ces deux hommes.

M. Gladstone, premier ministre, déclare qu'il ne peut se rallier ni à la proposition ni à l'amendement. Ce serait perdre le temps de la Chambre, de s'occuper de résoudre une question si complexe par une résolution abstraite en un autre temps que le commencement d'une session qui suffirait à peine pour arriver à une conclusion. Il y a maintenant des affaires plus pressantes à traiter, et des questions plus urgentes que celle de la distribution des sièges, à résoudre.

M. Dixon dit que les membres de la Chambre peuvent s'attendre à être interpellés, dans les prochaines réunions d'électeurs, sur ce qu'ils auront fait pour faire disparaître les inégalités qui existent dans la distribution des sièges électoraux.

M. Collins retire son amendement. La Chambre repousse la proposition par 268 voix contre 77.

Sir R. Phillimore, président la cour de l'amirauté, a rendu le 7 mai un jugement important dans un procès intenté au nom de la Compagnie hollandaise de bateaux à vapeur, laquelle est propriétaire du bateau Batavier, contre le navire Charliel, en raison de dommages causés par celui-ci en rivière de Tamise, le 19 octobre dernier. Le montant réclamé est de 20,000 livres (500,000 francs). Le Charliel, dont la valeur est de 30,000 liv. (750,000 francs), a été saisi et se trouve sous mandat de dépôt.

La question était celle de savoir si le Charliel est la propriété de S. A. Ismail-Pacha, le khédive d'Egypte, en sa qualité de souverain régnant de ce pays ; secondement, si c'était un bâtiment public du gouvernement venu chargé pour l'Angleterre et avisé, au moment de sa saisie, comme chargé en retour pour l'Angleterre (Egypte). L'avis le désignait comme un navire marchand au moment de son départ d'Alexandrie pour l'Angleterre, ainsi que le reconnaît l'ordinaire, lors de son retour.

Après avoir exposé les termes de la loi internationale, Sa Seigneurie a conclu : « Que le Charliel appartient à ce qu'on peut appeler une flotte marchande. Donc, d'après tous les éléments de la cause : 1° S. A. le khédive, quel que soit son rang, n'a pas pu établir qu'il ait droit au privilège d'un prince souverain au point de vue des signes distinctifs de la royauté requis en cette affaire et reconnus par l'usage et la pratique des nations, ainsi que l'ont exposés des écrivains accrédités en matière de jurisprudence internationale ; 2° en supposant qu'il ait droit à ce privilège, cela ne le soustrait pas à la juridiction de cette cour ; 3° en admettant même que le privilège existe, il est rendu inapplicable au navire sousmuni par la conduite de la personne qui l'invoque. Je proteste — ajoute le juge — contre la protestation, et je suis d'avis que je dois, en toute justice pour le demandeur, le déclarer des frais de ce procès. »

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

Augmentation : sur les billets en circulation, 1,588,150 liv. st. ; sur la réserve totale (billets et numéraire), 716,740 liv. st. ; sur le numéraire, 498,635 liv. st. ; sur les effets escomptés, 536,088 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,174,189 liv. st. ; sur le compte du trésor, 118,908 liv. st. ; sur les billets en réserve, 655,955 liv. st.

— Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 8 mai :

M. Thiers a ajouté personnellement l'expression de ses vœux pour le succès de la seconde expédition hollandaise contre Atchin.

— Le Conseil fédéral, dans sa séance du 5 mai, le Conseil fédéral a arrêté les termes de sa réponse aux communications du département de justice et de police et du Conseil d'Etat du canton de Genève, en date du 27 et du 29 concernant M<sup>me</sup> la duchesse de Madrid et les agents de Don Carlos ; en même temps il a décidé de transmettre au gouvernement genevois la décision suivante, qu'il a prise en cette affaire :

« Le Conseil fédéral, considérant que l'épouse de Don Carlos, duchesse de Madrid, a favorisé depuis son domicile de la campagne du Bocage, près Genève, la guerre civile allumée par son époux, comme prétendant à la couronne d'Espagne, en servant d'intermédiaire, en excitant ses partisans à prendre part à la guerre civile, et en préparant du matériel de guerre, et que par là elle a, non-seulement commis une violation de la neutralité de la Suisse vis-à-vis d'un Etat ami, mais encore compromis la sûreté extérieure de la Confédération suisse ;

« En application des articles 83 et 90 (chiffres 8 et 9) de la Constitution fédérale, Arrête :

« 1° Tout séjour ultérieur dans les cantons de Genève, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Fribourg et du Tessin, ainsi que dans les districts jurassiens du canton de Berne, est interdit à M<sup>me</sup> la duchesse de Madrid ; et dans le cas où elle serait rencontrée dans l'un quelconque de ces cantons, elle sera sommée de transférer son séjour dans l'un des cantons de l'intérieur de la Suisse avec toute sa suite.

« 2° Tout séjour ultérieur dans les cantons sus-mentionnés est également interdit aux agents ou représentants de Don Carlos ou de M<sup>me</sup> la duchesse de Madrid.

« En communiquant cet arrêté au Conseil d'Etat de Genève, le Conseil fédéral indique que s'il n'y est point question de Don Carlos lui-même, c'est qu'il n'est pas en cause pour le moment, n'ayant pas, à la connaissance du Conseil fédéral, reparu à Genève depuis longtemps, et que, s'il revenait en Suisse, il rejoindrait sans nul doute la duchesse de Madrid, en sorte que, avec l'aide des cantons, l'autorité fédérale peut atteindre à l'égard du prétendant le même résultat qu'elle obtiendrait par une mesure plus directe. »

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

— D'après le Journal de Genève, la duchesse de Madrid a déjà quitté plusieurs fois la campagne où elle résidait près de Genève pour se rendre dans le canton de St-Gall, où elle passe habituellement l'été.

« Dans la province de Gerone, le brigadier Camps a battu plusieurs bandes à Espinolas, leur a tué un homme et leur a fait 3 prisonniers. Quatre soldats de Berge ont été défilés. Dans leur retraite, les carlistes ont été attaqués par le régiment de Navarre, qui leur a tué six hommes. »

— Le Courrier de Bayonne dit que parmi les personnages tout récemment arrivés à Bayonne, on compte Martos, ancien ministre d'Etat sous le règne d'Amédée et le premier président des Cortès après la proclamation de la république ; M. Echegaray, ex-ministre de Fomento, membre de la commission de permanence ; le général Caballero de Rodas, avec toute sa famille, et M. Cortina, un des plus éminents hommes d'Etat de l'Espagne et ex-ministre plénipotentiaire près la cour de Munich.

— Le Courrier de Bayonne dit que parmi les personnages tout récemment arrivés à Bayonne, on compte Martos, ancien ministre d'Etat sous le règne d'Amédée et le premier président des Cortès après la proclamation de la république ; M. Echegaray, ex-ministre de Fomento, membre de la commission de permanence ; le général Caballero de Rodas, avec toute sa famille, et M. Cortina, un des plus éminents hommes d'Etat de l'Espagne et ex-ministre plénipotentiaire près la cour de Munich.

— Le Courrier de Bayonne dit que parmi les personnages tout récemment arrivés à Bayonne, on compte Martos, ancien ministre d'Etat sous le règne d'Amédée et le premier président des Cortès après la proclamation de la république ; M. Echegaray, ex-ministre de Fomento, membre de la commission de permanence ; le général Caballero de Rodas, avec toute sa famille, et M. Cortina, un des plus éminents hommes d'Etat de l'Espagne et ex-ministre plénipotentiaire près la cour de Munich.



**UNE FRANÇAISE** de 23 ans désire entrer dans une famille pour s'occuper d'un ou deux enfants. Elle sait bien lire, écrire, coudre. Bonnes références. — Ecrire à M<sup>me</sup> Bouillon, 31, rue et place Cadet, Paris. O. P. 1882

**UNE PARISIENNE** d'un certain âge, dame de toute confiance, désire se placer pour la surveillance d'un ou de deux enfants pas au-dessous de trois ans; elle se chargerait de l'ordre de la maison; appointements de 25 à 30 r. S'ad. Gr. Morsk. n° 5, log. 26, de midi à 3 h. 1901

**UNE GOUVERNANTE FRANÇAISE** qui pourrait disposer de quelques heures par semaine trouverait des leçons dans une famille, qui passerait l'été à Pavlovsk. S'adresser pont des Chantres, maison Kalouguine, n° 24, logement n° 12. 1895

**UNE DEMOISELLE DIPLOMÉE** sachant le français et l'allemand, ainsi que le russe et l'anglais, désire se placer auprès des enfants ou comme dame de compagnie pour partir. S'adresser Erteliev péroulo, m. n° 8, log. n° 27. 1906

**LOUIS MÜLLER** médecin et manœuvre, persp. Nersky, 44, log. 31. 1197

**MEUBLES** pour 6 chambres, d'un travail élégant et tout ce qui est nécessaire pour l'ameublement d'un bon appartement, ayant coûté 2,000 r., sont à vendre pour la moitié du prix, en bloc ou séparément. Maximilianovsky per. (ancien Glonkhol), m. n° 18, log. 2, jusqu'à 15 mai. 1877

**ON VEND** une jument de selle, de sang anglais, m. n° 27, demander le cocher Jack. 1533

**Eaux minérales** NATURELLES fraîchement puisées, au magasin Stoll & Schmidt, au coin du Kirpichnoi per., m. Kononov. 1285

**M<sup>me</sup> HELENE S. VONGL** dentiste américaine de New-York reçoit tous les jours, pet. Morskaya, n° 21. **Dents artificielles. — Orifiction des dents.** 1251

**UN ANGLAIS** ayant beaucoup d'expérience dans l'instruction désire une place de gouverneur. S'ad. bureau d'annonces int. A. N. pont de Kazan, m. Joukovsky, 21/28, l. 18. 1946

**A LOUER** 1555 au 1<sup>er</sup> Pargolovo, une maison de campagne meublée avec remises, écuries et décoration du jardin. S'ad. Zaguibin péroulo, n° 1, chez J. Schumacher.

**KAMENNOI-OSTROW** CAMPAGNE DUVAL **A LOUER** 1851 pour la saison d'été une maison avec écurie, remise et grand jardin. Prix 700 r.

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1820 une maison de campagne meublée, à 5 verstes de Vibourg (Finlande). S'ad. pour les conditions pet. Italian, m. Ovsianikow, log. n° 11.

**A LOUER** 1841 une grande et magnifique maison de campagne, élégamment meublée, très-confortable, avec bain, billard, beau jardin et toutes les choses nécessaires, près du pont de Kamennoi-Ostrow, au bord de la Neva, maison n° 10, pour l'été ou pour toute l'année.

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1812 à Staraja Dérevnia (au bord de la Neva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galtow, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'ad. à V. O. 10<sup>e</sup> ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1312 à Staraja Dérevnia (au bord de la Neva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galtow, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'ad. à V. O. 10<sup>e</sup> ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1312 à Staraja Dérevnia (au bord de la Neva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galtow, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'ad. à V. O. 10<sup>e</sup> ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1312 à Staraja Dérevnia (au bord de la Neva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galtow, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'ad. à V. O. 10<sup>e</sup> ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

**A LOUER POUR L'ÉTÉ** 1312 à Staraja Dérevnia (au bord de la Neva, en face de l'île de Yelaguine) la campagne n° 28, composée de douze chambres meublées (excepté les rideaux et tapis), et avec cuisine, buanderie, remise, écurie et jardin. Prix 800 r. Pour inspecter la campagne demander le paysan Fédor Galtow, n° 79. Pour connaître les conditions on est prié de s'ad. à V. O. 10<sup>e</sup> ligne, m. 35, au propriétaire de la maison. 1312

**OFFRE DE CRÉDIT ET D'ARGENT** 1823

**NOUVELLEMENT REÇU D'ASTRAKHAN** 1823

**COURONNES POUR TOMBEAUX** 1215

**ZWEI GANZ NEUE ROYAL**, aus einer Fabrik, welches durch schönen Ton auszeichnen sind Umstände halber preiswürdig wieder zu verkaufen. Grosse Podjatscheskaja, 29, Quart. 5. 1854

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**ACHAT ET VENTE** 4012

**COURONNES POUR TOMBEAUX** 1215

**ZWEI GANZ NEUE ROYAL**, aus einer Fabrik, welches durch schönen Ton auszeichnen sind Umstände halber preiswürdig wieder zu verkaufen. Grosse Podjatscheskaja, 29, Quart. 5. 1854

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**Aux magasins de fruits et de vins** de **VIOSCHINE.** Grande Morskaya, n° 23, et perspective Nevsky, à côté de la ligne des Orfèvres, n° 1

**ON VEND** une petite maison isolée, avec tout le confort possible et grand jardin, toute neuve et parfaitement entretenue. S'ad. V. O., 2<sup>e</sup> ligne, m. 31, le matin jusqu'à midi. 1958

**BANQUE D'ESCOMPTE** DE ST-PETERSBOURG

porte à la connaissance générale, par le présent avis, qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai de l'année courante et jusqu'à nouvel ordre, elle paiera sur comptes-courants et dépôts à échéance indéterminée un intérêt de 4 1/2 0/0 par an. 1381

**CHEMIN DE FER DE LA BALTIQUE.** Service d'été du 1<sup>er</sup> au 15 mai 1873.

**1<sup>er</sup> Entre St-Petersbourg, Réval et Port-Baltique.**

**Départ de St-Petersbourg.** Pour Réval à 10 heures du matin et à 9 heures du soir. Pour Port-Baltique: 9 h. du soir.

**Arrivée à St-Petersbourg.** De Réval à 10 h. 40 m. du matin et à 9 h. 30 m. du soir. De Port-Baltique: 10 h. 40 m. du matin.

**2<sup>o</sup> Entre St-Petersbourg, Oranienbaum et Krasnoé-Sélo.**

**Départ de St-Petersbourg.** Pour Oranienbaum à 9 h. du matin, midi et 4 h. de l'après-midi, 6 h. et 9 h. 25 m. du soir. Pour Krasnoé-Sélo à 8 h. 8 m. du matin, et 7 h. 45 m. du soir.

**Arrivée à St-Petersbourg.** D'Oranienbaum à 10 h. du matin, 1 h. 15 m., et 5 h. de l'après-midi, 10 h. 20 m. du soir et minuit. De Krasnoé-Sélo à 9 h. 35 m. du matin, et à 4 h. 30 m. de l'après-midi. 1870

**L'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE** DE LA nouvelle fabrique de filature et de tissage de **COTON** (Новой Бумагопрядильной и Ткацкой фабрики) invite MM. les propriétaires de titres de participation à assister à l'Assemblée générale annuelle qui aura lieu lundi le 7 mai de l'année courante, à 1 heure de l'après-midi, au comptoir de la filature, qui se trouve quartier d'Alexandre Nevsky, canal Obvodny, n° 60. 1357

**L'ADMINISTRATION** DE LA **SOCIÉTÉ DE NAVIGATION A VAPEUR D'AZOW** a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires que le dividende de 4 r. 52 c. par action de la navigation à vapeur d'Azow sera distribué: 1<sup>o</sup> à Taganrog, à l'administration de la Société; 2<sup>o</sup> à Rostow, à la succursale de la Banque de commerce d'Azow-Don; 3<sup>o</sup> à Kharkow, à la succursale de la Banque Internationale; 4<sup>o</sup> à Moscou, à la succursale de la Banque de Volga-Kama, et 5<sup>o</sup> à St-Petersbourg, chez V. J. Obolonski et C<sup>o</sup>. 1369

**AVIS.** L'administration de la Société russe de navigation à vapeur, de commerce et du chemin de fer d'Odessa, a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les actionnaires, concernant l'entreprise de la navigation à vapeur, que le dividende pour l'année 1872 a été fixé par l'Assemblée générale tenue le 29 avril de l'année courante à 53 r. par action, et que, déduction faite des 20 r. délivrés d'avance en novembre 1872, les 33 r. restants par action seront payés au comptoir de l'administration, à partir du 2 mai courant, les lundis, mercredis et vendredis, à l'exception des jours de fête, de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Le siège de l'administration se trouve au coin de la perspective Nevski et du Troitski péroulo, maison Rostovtsev. Les personnes qui demeurent à Odessa peuvent, si elles le désirent, présenter les coupons qui leur appartiennent au comptoir de la Société, à Odessa, et y recevoir le dividende qui leur revient. 1376

**AVIS.** Je prends la liberté d'informer mes très-honorables clients, que, malgré la hausse des vins, je puis, grâce à mes approvisionnements, ne rien changer à mon prix-courant et leur livrer les mêmes types auxquels ils sont habitués et notamment: Un excellent Médoc à 60 c. la bouteille. Un Médoc-Lafite 1 r. Un Pontet Canet 1 25 Un Château-Lafite 2 50 Un Château-Iquem 1 50 Adolphe Di Piéto. Caves: 11, place Michel, maison du prince Abu-Melek (ci-devant Lazareff). 7, Kirpichnoi péroulo (en face les magasins Stoll et Schmidt). 54, perspective Nevsky, maison du prince Demidov. 1314

**MOUVEMENT ET RECETTE DU CHEMIN DE FER DE MOSCOU-BREST** Pendant le mois de février 1873.

Mouvement.	Recette.
76,246 voyageurs.	127,131 r. 32 c.
12,519 pouds de bagages.	5,776 10
8,105 pouds de marchandises de grande vitesse.	5,745 99
2,776,514 pouds de marchandises de petite vitesse.	216,407 32
Recettes diverses.	8,847 72
Total en février 1873.	363,911 r. 45 c.
— 1872.	293,248 51
Différence en faveur de 1873.	70,662 94 c.
ou de 24 0/0 de surplus.	
Recette moyenne par jour.	
En février 1873.	12,996 r. 83 c.
— 1872.	10,112 01 3/4
Différence en faveur de 1873.	2,884 r. 81 c. 1/4
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 1 <sup>er</sup> mars 1873 recette totale.	704,209 42
— 1872	534,106 94
1875	
Différence en faveur de 1873.	170,102 r. 48 c.

**PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES** DE LA **SOCIÉTÉ RUSSE DE CONSTRUCTION.** DU 14 AVRIL 1873.

L'assemblée générale des actionnaires a été ouverte à 1 heure et demie de relevée, en présence de vingt-trois actionnaires, ayant en outre deux procurations, pour un total de 8,880 actions donnant droit à 61 voix. S. Exc. M. K. I. de Martchenko a été élu à l'unanimité président de l'assemblée. La vérification de la liste des actionnaires ayant été faite par des personnes nommées à cet effet et le nombre des voix représentées par les actionnaires ayant été trouvé exact, l'assemblée a été déclarée valide. Après lecture du rapport de la direction il a été procédé au scrutin relativement aux questions découlant du rapport:

1<sup>o</sup> L'assemblée générale ratifie-t-elle le compte-rendu de la direction pour 1872, examiné et adopté par la commission de révision?  
2<sup>o</sup> L'assemblée générale ratifie-t-elle la répartition du bénéfice net proposée par la direction?  
3<sup>o</sup> L'assemblée générale ratifie-t-elle le budget des dépenses dressé et proposé par la direction pour l'exercice de 1873?  
4<sup>o</sup> L'assemblée générale, conformément aux propositions de la direction, consent-elle, à l'exemple de l'année dernière, à former, d'entre les personnes qui seront nommées membres de la commission de révision et des candidats à la direction, une commission spéciale ayant les pleins-pouvoirs de résoudre au nom de l'assemblée générale les questions qui, conformément aux points 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup>, 33<sup>e</sup>, 34<sup>e</sup>, 35<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup>, 37<sup>e</sup>, 38<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup>, 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 48<sup>e</sup>, 49<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup>, 51<sup>e</sup>, 52<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup>, 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup>, 57<sup>e</sup>, 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>, 60<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup>, 62<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>, 64<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup>, 66<sup>e</sup>, 67<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>, 69<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup>, 72<sup>e</sup>, 73<sup>e</sup>, 74<sup>e</sup>, 75<sup>e</sup>, 76<sup>e</sup>, 77<sup>e</sup>, 78<sup>e</sup>, 79<sup>e</sup>, 80<sup>e</sup>, 81<sup>e</sup>, 82<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup>, 84<sup>e</sup>, 85<sup>e</sup>, 86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup>, 88<sup>e</sup>, 89<sup>e</sup>, 90<sup>e</sup>, 91<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup>, 93<sup>e</sup>, 94<sup>e</sup>, 95<sup>e</sup>, 96<sup>e</sup>, 97<sup>e</sup>, 98<sup>e</sup>, 99<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup>, 101<sup>e</sup>, 102<sup>e</sup>, 103<sup>e</sup>, 104<sup>e</sup>, 105<sup>e</sup>, 106<sup>e</sup>, 107<sup>e</sup>, 108<sup>e</sup>, 109<sup>e</sup>, 110<sup>e</sup>, 111<sup>e</sup>, 112<sup>e</sup>, 113<sup>e</sup>, 114<sup>e</sup>, 115<sup>e</sup>, 116<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup>, 118<sup>e</sup>, 119<sup>e</sup>, 120<sup>e</sup>, 121<sup>e</sup>, 122<sup>e</sup>, 123<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup>, 125<sup>e</sup>, 126<sup>e</sup>, 127<sup>e</sup>, 128<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup>, 130<sup>e</sup>, 131<sup>e</sup>, 132<sup>e</sup>, 133<sup>e</sup>, 134<sup>e</sup>, 135<sup>e</sup>, 136<sup>e</sup>, 137<sup>e</sup>, 138<sup>e</sup>, 139<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup>, 141<sup>e</sup>, 142<sup>e</sup>, 143<sup>e</sup>, 144<sup>e</sup>, 145<sup>e</sup>, 146<sup>e</sup>, 147<sup>e</sup>, 148<sup>e</sup>, 149<sup>e</sup>, 150<sup>e</sup>, 151<sup>e</sup>, 152<sup>e</sup>, 153<sup>e</sup>, 154<sup>e</sup>, 155<sup>e</sup>, 156<sup>e</sup>, 157<sup>e</sup>, 158<sup>e</sup>, 159<sup>e</sup>, 160<sup>e</sup>, 161<sup>e</sup>, 162<sup>e</sup>, 163<sup>e</sup>, 164<sup>e</sup>, 165<sup>e</sup>, 166<sup>e</sup>, 167<sup>e</sup>, 168<sup>e</sup>, 169<sup>e</sup>, 170<sup>e</sup>, 171<sup>e</sup>, 172<sup>e</sup>, 173<sup>e</sup>, 174<sup>e</sup>, 175<sup>e</sup>, 176<sup>e</sup>, 177<sup>e</sup>, 178<sup>e</sup>, 179<sup>e</sup>, 180<sup>e</sup>, 181<sup>e</sup>, 182<sup>e</sup>, 183<sup>e</sup>, 184<sup>e</sup>, 185<sup>e</sup>, 186<sup>e</sup>, 187<sup>e</sup>, 188<sup>e</sup>, 189<sup>e</sup>, 190<sup>e</sup>, 191<sup>e</sup>, 192<sup>e</sup>, 193<sup>e</sup>, 194<sup>e</sup>, 195<sup>e</sup>, 196<sup>e</sup>, 197<sup>e</sup>, 198<sup>e</sup>, 199<sup>e</sup>, 200<sup>e</sup>, 201<sup>e</sup>, 202<sup>e</sup>, 203<sup>e</sup>, 204<sup>e</sup>, 205<sup>e</sup>, 206<sup>e</sup>, 207<sup>e</sup>, 208<sup>e</sup>, 209<sup>e</sup>, 210<sup>e</sup>, 211<sup>e</sup>, 212<sup>e</sup>, 213<sup>e</sup>, 214<sup>e</sup>, 215<sup>e</sup>, 216<sup>e</sup>, 217<sup>e</sup>, 218<sup>e</sup>, 219<sup>e</sup>, 220<sup>e</sup>, 221<sup>e</sup>, 222<sup>e</sup>, 223<sup>e</sup>, 224<sup>e</sup>, 225<sup>e</sup>, 226<sup>e</sup>, 227<sup>e</sup>, 228<sup>e</sup>, 229<sup>e</sup>, 230<sup>e</sup>, 231<sup>e</sup>, 232<sup>e</sup>, 233<sup>e</sup>, 234<sup>e</sup>, 235<sup>e</sup>, 236<sup>e</sup>, 237<sup>e</sup>, 238<sup>e</sup>, 239<sup>e</sup>, 240<sup>e</sup>, 241<sup>e</sup>, 242<sup>e</sup>, 243<sup>e</sup>, 244<sup>e</sup>, 245<sup>e</sup>, 246<sup>e</sup>, 247<sup>e</sup>, 248<sup>e</sup>, 249<sup>e</sup>, 250<sup>e</sup>, 251<sup>e</sup>, 252<sup>e</sup>, 253<sup>e</sup>, 254<sup>e</sup>, 255<sup>e</sup>, 256<sup>e</sup>, 257<sup>e</sup>, 258<sup>e</sup>, 259<sup>e</sup>, 260<sup>e</sup>, 261<sup>e</sup>, 262<sup>e</sup>, 263<sup>e</sup>, 264<sup>e</sup>, 265<sup>e</sup>, 266<sup>e</sup>, 267<sup>e</sup>, 268<sup>e</sup>, 269<sup>e</sup>, 270<sup>e</sup>, 271<sup>e</sup>, 272<sup>e</sup>, 273<sup>e</sup>, 274<sup>e</sup>, 275<sup>e</sup>, 276<sup>e</sup>, 277<sup>e</sup>, 278<sup>e</sup>, 279<sup>e</sup>, 280<sup>e</sup>, 281<sup>e</sup>, 282<sup>e</sup>, 283<sup>e</sup>, 284<sup>e</sup>, 285<sup>e</sup>, 286<sup>e</sup>, 287<sup>e</sup>, 288<sup>e</sup>, 289<sup>e</sup>, 290<sup>e</sup>, 291<sup>e</sup>, 292<sup>e</sup>, 293<sup>e</sup>, 294<sup>e</sup>, 295<sup>e</sup>, 296<sup>e</sup>, 297<sup>e</sup>, 298<sup>e</sup>, 299<sup>e</sup>, 300<sup>e</sup>, 301<sup>e</sup>, 302<sup>e</sup>, 303<sup>e</sup>, 304<sup>e</sup>, 305<sup>e</sup>, 306<sup>e</sup>, 307<sup>e</sup>, 308<sup>e</sup>, 309<sup>e</sup>, 310<sup>e</sup>, 311<sup>e</sup>, 312<sup>e</sup>, 313<sup>e</sup>, 314<sup>e</sup>, 315<sup>e</sup>, 316<sup>e</sup>, 317<sup>e</sup>, 318<sup>e</sup>, 319<sup>e</sup>, 320<sup>e</sup>, 321<sup>e</sup>, 322<sup>e</sup>, 323<sup>e</sup>, 324<sup>e</sup>, 325<sup>e</sup>, 326<sup>e</sup>, 327<sup>e</sup>, 328<sup>e</sup>, 329<sup>e</sup>, 330<sup>e</sup>, 331<sup>e</sup>, 332<sup>e</sup>, 333<sup>e</sup>, 334<sup>e</sup>, 335<sup>e</sup>, 336<sup>e</sup>, 337<sup>e</sup>, 338<sup>e</sup>, 339<sup>e</sup>, 340<sup>e</sup>, 341<sup>e</sup>, 342<sup>e</sup>, 343<sup>e</sup>, 344<sup>e</sup>, 345<sup>e</sup>, 346<sup>e</sup>, 347<sup>e</sup>, 348<sup>e</sup>, 349<sup>e</sup>, 350<sup>e</sup>, 351<sup>e</sup>, 352<sup>e</sup>, 353<sup>e</sup>, 354<sup>e</sup>, 355<sup>e</sup>, 356<sup>e</sup>, 357<sup>e</sup>, 358<sup>e</sup>, 359<sup>e</sup>, 360<sup>e</sup>, 361<sup>e</sup>, 362<sup>e</sup>, 363<sup>e</sup>, 364<sup>e</sup>, 365<sup>e</sup>, 366<sup>e</sup>, 367<sup>e</sup>, 368<sup>e</sup>, 369<sup>e</sup>, 370<sup>e</sup>, 371<sup>e</sup>, 372<sup>e</sup>, 373<sup>e</sup>, 374<sup>e</sup>, 375<sup>e</sup>, 376<sup>e</sup>, 377<sup>e</sup>, 378<sup>e</sup>, 379<sup>e</sup>, 380<sup>e</sup>, 381<sup>e</sup>, 382<sup>e</sup>, 383<sup>e</sup>, 384<sup>e</sup>, 385<sup>e</sup>, 386<sup>e</sup>, 387<sup>e</sup>, 388<sup>e</sup>, 389<sup>e</sup>, 390<sup>e</sup>, 391<sup>e</sup>, 392<sup>e</sup>, 393<sup>e</sup>, 394<sup>e</sup>, 395<sup>e</sup>, 396<sup>e</sup>, 397<sup>e</sup>, 398<sup>e</sup>, 399<sup>e</sup>, 400<sup>e</sup>, 401<sup>e</sup>, 402<sup>e</sup>, 403<sup>e</sup>, 404<sup>e</sup>, 405<sup>e</sup>, 406<sup>e</sup>, 407<sup>e</sup>, 408<sup>e</sup>, 409<sup>e</sup>, 410<sup>e</sup>, 411<sup>e</sup>, 412<sup>e</sup>, 413<sup>e</sup>, 414<sup>e</sup>, 415<sup>e</sup>, 416<sup>e</sup>, 417<sup>e</sup>, 418<sup>e</sup>, 419<sup>e</sup>, 420<sup>e</sup>, 421<sup>e</sup>, 422<sup>e</sup>, 423<sup>e</sup>, 424<sup>e</sup>, 425<sup>e</sup>, 426<sup>e</sup>, 427<sup>e</sup>, 428<sup>e</sup>, 429<sup>e</sup>, 430<sup>e</sup>, 431<sup>e</sup>, 432<sup>e</sup>, 433<sup>e</sup>, 434<sup>e</sup>, 435<sup>e</sup>, 436<sup>e</sup>, 437<sup>e</sup>, 438<sup>e</sup>, 439<sup>e</sup>, 440<sup>e</sup>, 441<sup>e</sup>, 442<sup>e</sup>, 443<sup>e</sup>, 444<sup>e</sup>, 445<sup>e</sup>, 446<sup>e</sup>, 447<sup>e</sup>, 448<sup>e</sup>, 449<sup>e</sup>, 450<sup>e</sup>, 451<sup>e</sup>, 452<sup>e</sup>, 453<sup>e</sup>, 454<sup>e</sup>, 455<sup>e</sup>, 456<sup>e</sup>, 457<sup>e</sup>, 458<sup>e</sup>, 459<sup>e</sup>, 460<sup>e</sup>, 461<sup>e</sup>, 462<sup>e</sup>, 463<sup>e</sup>, 464<sup>e</sup>, 465<sup>e</sup>, 466<sup>e</sup>, 467<sup>e</sup>, 468<sup>e</sup>, 469<sup>e</sup>, 470<sup>e</sup>, 471<sup>e</sup>, 472<sup>e</sup>, 473<sup>e</sup>, 474<sup>e</sup>, 475<sup>e</sup>, 476<sup>e</sup>, 477<sup>e</sup>, 478<sup>e</sup>, 479<sup>e</sup>, 480<sup>e</sup>, 481<sup>e</sup>, 482<sup>e</sup>, 483<sup>e</sup>, 484<sup>e</sup>, 485<sup>e</sup>, 486<sup>e</sup>, 487<sup>e</sup>, 488<sup>e</sup>, 489<sup>e</sup>, 490<sup>e</sup>, 491<sup>e</sup>, 492<sup>e</sup>, 493<sup>e</sup>, 494<sup>e</sup>, 495<sup>e</sup>, 496<sup>e</sup>, 497<sup>e</sup>, 498<sup>e</sup>, 499<sup>e</sup>, 500<sup>e</sup>, 501<sup>e</sup>, 502<sup>e</sup>, 503<sup>e</sup>, 504<sup>e</sup>, 505<sup>e</sup>, 506<sup>e</sup>, 507<sup>e</sup>, 508<sup>e</sup>, 509<sup>e</sup>, 510<sup>e</sup>, 511<sup>e</sup>, 512<sup>e</sup>, 513<sup>e</sup>, 514<sup>e</sup>, 515<sup>e</sup>, 516<sup>e</sup>, 517<sup>e</sup>, 518<sup>e</sup>, 519<sup>e</sup>, 52